

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE

21/23 rue d'Algérie

69001 Lyon

Code AIOT : 0006809870

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE implanté Col des Poulzinières 12620 Castelnau-Pégayrols. L'inspection a été annoncée le 22/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE
- Col des Poulzinières 12620 Castelnau-Pégayrols
- Code AIOT : 0006809870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALEMO exploite 8 éoliennes sur la commune de Castelnau-Pégayrols réparties sur 3 installations :

- Centrale éolienne du Puech (5 éoliennes : CEPU 1 à CEPU 5) ;
- Centrale éolienne des Pins (1 éolienne : CEPIN) ;
- Centrale éolienne La Fage (2 éoliennes : CEFA 1, CEFA 2).

Tous les aérogénérateurs sont de la marque ENERCON E70 d'une hauteur de mât de 67.5 m pour une puissance unitaire de 2.3 MW.

Le parc éolien de La Fage a été mis en service en décembre 2007. Des mesures de protection des chiroptères et des oiseaux doivent être mises en place sur ce parc conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/06/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
7	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
8	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le Système de Détection Avifaune (SDA) est opérationnel sur toutes les éoliennes du parc et que les déchets dangereux, stockés dans des containers spécifiques, transitent vers des sites autorisés à les prendre en charge.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet la levée de la mise en demeure n°12-2022-09-06-00008 du 6 septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en service du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est situé à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite un parc éolien de 2 aérogénérateurs sur la commune de Castelnau-Pégayrols, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-21-06-01-00013 du 1er juin 2021 : Avant le 31 octobre 2022 : <ul style="list-style-type: none">• en mettant en service le système de détection / bridage avifaune (SDA) (...)
Constats : L'exploitant explique que l'installation et la mise en service du SDA a pris du retard en raison de problèmes techniques, des mauvaises conditions météorologiques et d'un changement de fournisseur. Lors de la présente visite, l'inspection constate que le SDA est opérationnel sur les 2 éoliennes du parc (CEFA1 et CEFA2) depuis le 14/02/2023. L'exploitant a transmis les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- Par courriel du 14/02/2023, confirmation par la société Biodiv-wind (fournisseur du SDA) de la mise en service du système sur les 2 éoliennes du parc à compter du 14/02/2023. Les 2 rapports de mise en service ont été transmis à l'inspection le 03/04/2023.- Par courriel du 26/03/2023, réalisation des premiers tests drone le 24/03/2023 par le bureau d'études EXEN qui attestent du bon fonctionnement de la partie détection du SDA ;- Par courriel du 12/04/2023, extrait des données SCADA où l'on peut constater les arrêts machine déclenchés par le SDA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Simulations avec drone
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est situé à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite un parc éolien de 2 aérogénérateurs sur la commune de Castelnau-Pégayrols, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-21-06-01-00013 du 1er juin 2021 : Avant le 31 octobre 2022 : (...) • en vérifiant, avant sa mise en service, le bon fonctionnement de la partie détection du SDA par des simulations avec drone.
Constats : Les premiers tests drone sur les 2 éoliennes du parc ont été réalisés par le bureau d'études EXEN le 24/03/2023. Par courriel du 26/03/2023, la société EXEN confirme que le SDA est bien opérationnel sur tout le parc et que ce dernier génère une mesure de régulation en cas d'intrusion dans la zone de détection. Une deuxième session de tests s'est déroulée le 07/04/2023 qui a permis de valider les premiers résultats.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques techniques du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est situé à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite un parc éolien de 2 aérogénérateurs sur la commune de Castelnau-Pégayrols, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 12-21-06-01-00013 du 1er juin 2021 : Avant le 31 octobre 2022 : (...) • en transmettant à l'inspection des installations classées les caractéristiques techniques du SDA
Constats : Par courriels du 03/01/2023 et du 12/04/2023, l'exploitant a transmis les rapports d'installation (complétés par un rapport sur la capacité de détection du système) élaborés par la société Biodiv-wind, pour les 2 éoliennes du parc (CEFA1 et CEFA2). Sont notamment indiqués dans ces rapports la liste, le positionnement et les caractéristiques des équipements extérieurs/intérieurs, les distances de détection pour chaque espèce cible, les caractéristiques des caméras vidéos et les champs de vision du système.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CENTRALE EOLIENNE DE LA FAGE (CEFA) dont le siège social est à Lyon (69001) - 21 et 23 Rue d'Algérie - et qui exploite le parc éolien de « La Fage » sur la commune de Castelnau-Pégayrols, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : Avant le 30 septembre 2022 : <ul style="list-style-type: none">• article R. 541-45 du code de l'environnement : en émettant tout bordereau de suivi des déchets correctement complété ;• article R. 541-43 du code de l'environnement : en fournissant le registre de suivi des déchets correctement complété et mis à jour ;• article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge.
Constats : L'inspection constate que les déchets issus des parcs de La Fage, Puech et Pins (soit 8 éoliennes), sont stockés dans 3 containers spécifiques de type "Eolbox Mini" fournis par la société ORTEC Industrie. Au total, 3 "Eolbox Mini" de CMU (charge maximale d'utilisation) de 300 kg, ont été installées sur le parc à proximité des éoliennes CEPU1, CEPIN et CEFA2. Il s'agit de containers fermés à clé, équipés de dispositifs de rétention, parfaitement étanches et conçus pour trier et stocker temporairement tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, matériaux souillés, etc.). Les déchets sont ensuite enlevés par la société ORTEC Industrie puis transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (régime 'Autorisation' au titre de la rubrique ICPE-2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux). Aucun bordereau de suivi des déchets (BSD) n'est encore disponible dans Trackdéchets pour ces parcs. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès son émission, le prochain BSD ainsi que le registre de suivi des déchets relatifs aux 3 parcs, pour vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil (...).</p>
Constats : Depuis la précédente visite du 27/07/2022, l'inspecteur constate que les données brutes sur la biodiversité relatives au suivi environnemental de 2021 n'ont toujours pas été déposées dans l'outil DEPOBIO. Par courriel du 12/04/2023, l'exploitant a transmis le bon de commande auprès du bureau d'études EXEN pour le téléversement de ces données dans DEPOBIO. Le certificat de dépôt dans DEPOBIO sera transmis à l'inspection dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Biomonitoring
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service <p>(...) Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles. Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique (...).</p>
Constats : Par courriel du 12/04/2023, l'exploitant a transmis les éléments attestant du lancement du biomonitoring (suivi de l'efficacité du système) par le bureau d'études EXEN sur l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6 - Évaluation de l'efficacité du SDA Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure) (...).
Constats : L'inspection constate qu'un suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris est en cours sur ce parc depuis début avril et jusqu'à fin octobre 2023. Ce suivi est réalisé par le bureau d'études EXEN. Les éléments justificatifs ont été transmis par l'exploitant le 12/04/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Biodiversité - Protection avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Espèces cibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2 - Liste des espèces cibles Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes : Vautour moine, Vautour fauve, Vautour percnoptère, Milan royal, Circaète Jean-le-Blanc, Busard Saint-Martin, Busard cendré, faucon crécerellette.
Constats : L'inspection constate que la liste des espèces cibles mentionnées par la société Biodiv-wind dans son courriel du 14/02/2023 est conforme à la liste prescrite dans l'APC du 01/06/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet